Note d'actualité du 27 août 2026

Nous savons que l'ex-premier ministre François Bayrou souhaite la candidature de Thierry Breton à la présidence de la République le 18 avril 2027. Comme par hasard, ex-pdg de plusieurs grandes entreprises françaises, ex-ministre des finances, ex-commissaire européen, Thierry Breton s'exprime de plus en plus souvent dans les médias écrits, radio- et télédiffusés, analysant de multiples aspects de politique et d'économie nationales et internationales. Il vient de publier du 24 au 26 mai en 3 épisodes une analyse de la situation de l'UE, notamment au prisme de la relation franco-allemande, et soumet toute une série de propositions. Nous souhaitons en informer les amis de l'UPEG.

1) L'Allemagne et la France, tout en se rapprochant dans le projet européen, ont suivi un parcours inverse. La première s'est industrialisée – en s'appuyant sur le gaz russe, le marché chinois, la sous-traitance en Europe de l'Est et des excédents commerciaux - sans s'armer, l'autre s'est armée en se désindustrialisant, les privatisations permettant aux nouveaux dirigeants de s'enrichir en vendant à l'étranger les entreprises qu'on leur confiait.
   La fracture s'exprime sur le plan politique et institutionnel : l'Allemagne prend le pouvoir en Europe, au Parlement européen et à la commission. Ses représentants, quelle que soit leur origine politique, travaillent d'un commun accord pour l'intérêt national (« une stratégie d'influence ») – ce qui n'est pas le cas des représentants français, dont la plupart ne brillent pas par leur présence, leur assiduité et leur longévité. De toute manière c'est le PPE, qui ne représente qu'un quart des électeurs, qui tient fermement les rênes… au grand bénéfice de l'Allemagne. Thierry Breton cite une liste assez longue des personnalités allemandes qui dirigent l'Europe depuis quelques décennies, enterrant les époques marquées par un Jacques Delors et les « moteurs franco-allemands »…
   Une « germanisation », une « dérive de gouvernance » qui s'étend jusqu'au choix des fonctionnaires européens et qui, sur le plan bilatéral, fait que tous les projets franco-allemands sont démolis par l'Allemagne, le SCAF, le bouclier antimissile, la gestion commune de la dette et chaque dossier révèle des divergences, avoirs russes, moteur thermique, Chine, Israël, etc.

2) Quelle sera la nouvelle grammaire franco-allemande ? D'abord surmonter la faiblesse française. D'abord l' « incurie budgétaire », qui exige l'inscription d'une règle d'or en France. Pas de déficit, plus de déficit ! Ensuite cesser de parier sur la force du prétendu couple « franco-allemand », et réellement parier sur l'Europe des 27, en incluant tous les autres partenaires dans l'émergence et la prise des décisions. Certaines réussites vont dans ce sens : les vaccins contre la Covid, la régulation de l'espace informationnel et la constellation satellitaire IRIS (mérites du commissaire Thierry Breton), ASAP (agir pour promouvoir la production de munitions) et NextGenerationEU qui permet de développer des politiques locales, au prix d'un endettement commun (750 milliards d'€). La France doit animer et créer avec tous les pays membres et cesser de ne compter que sur le « couple » franco-allemand…

3) Il y a urgence, et plutôt que de vouloir se lancer dans la difficile tâche de réformer les institutions européens il appert de prendre tout de suite ces 5 mesures :

   a. Restaurer la crédibilité budgétaire (« tenir ses comptes ») ;
   b. Réinvestir les institutions, veiller à la neutralité des hauts fonctionnaires et « retour du Conseil dans ses prérogatives régaliennes ».
   c. Faire de la défense européenne la nouvelle CECA. Cap sur un pilier européen de l'OTAN. Amplification du projet de réindustrialisation de défense européen.

d. Traiter l'espace informationnel européen comme un « théâtre de guerre », ne rien négocier, pas de « *deal* », par de minable marchandage sur ce point.
e. Reconstruire un « narratif commun » : de plus en plus rares sont celles et ceux qui ont vécu la Libération de 1945, il faut maintenant axer ce narratif sur la défense de l'Europe contre les empires menaçants, Russie, Chine et USA.

On sent une riche expérience européenne… et budgétaire. La France n'est au fond que la victime d'elle-même, à commencer par les représentants qu'elle envoie au Parlement et par des gouvernements qui doivent apprendre à résister à une pression totalement déraisonnable en matière budgétaire. Par sa faiblesse, elle permet l'irruption d'autre ambitions, à commencer par celle de son puissant voisin allemand. Ce texte oublie d'ailleurs de préciser le véritable boycott que subit l'industrie de l'armement française de la part de l'Allemagne.

Les efforts proposés aux Français nous semblent justifiés et à aucun moment l'auteur ne cède à la tentation de prôner la fin du projet européen, qui serait sans doute la solution préférée des empires qui menacent notre continent.